CUAL DE MÈZE - ELECTIONS 2008 – WWW.CUALDEMEZE.FR

A l'occasion des cantonales, Gérard Héral, membre du **C**ollectif **U**nitaire **A**nti-**L**ibéral de Mèze est suppléant de Colette Subirats, candidate du PCF, et seule candidate **antilibérale** sur le canton.

Le Cual de Mèze ne présente pas de liste pour les municipales. Certains d'entre nous sont présents, à titre personnel, sur la liste du maire sortant, d'autres soutiennent cette liste, d'autres, enfin, ne soutiennent aucune des listes en présence. Cette situation reflète la diversité des citoyens qui composent le **CUAL** de Mèze, ainsi que la liberté de penser et d'agir qui sont la règle à l'intérieur de notre collectif.

Quoi qu'il en soit, le **CUAL** de Mèze, loin de renoncer à ses convictions, a choisi de continuer le travail de fond que nous avons commencé il y a maintenant deux ans afin de continuer à développer les idées **antilibérales** localement.

Dans un contexte de mondialisation des échanges où l'Union Européenne apparaît comme un relais de l'Organisation Mondiale du Commerce plus que comme une construction au service des peuples, le Cual avait annoncé vouloir politiser les municipales. Pourquoi voulions-nous donner une tonalité **antilibérale** à une des listes de la mairie (page 2) ?

Sur la « Super Agglo » Montpellier/Sète/Mèze (page 3) que Georges Frêche veut imposer aux habitants des communes concernées, nous demandons l'organisation d'un référendum qui sera l'occasion de réfléchir collectivement sur une décision fondamentale pour l'avenir de notre ville.

Sur la politique environnementale (page 4), nous proposons des idées et souhaitons conforter les bases d'une réflexion collective sur nos modes de vie, afin que chacun d'entre nous s'interroge sur ses pratiques individuelles et collectives : la simple préservation de notre environnement sera à ce prix-là dans un avenir beaucoup plus proche qu'on ne le pense…

DES EQUIPES MUNICIPALES DEPOLITISEES FACE A LA MONDIALISATION ?

Les politiques locales et communales sont de plus en plus menacées par la logique de démantèlement systématique des Services Publics et leur ouverture à la concurrence imposées par l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C) et son relais, l'Union Européenne. On pourrait s'attendre à ce que cette situation engage une réflexion locale vis-à-vis de ce mécanisme qui limite la marge de manœuvre des équipes municipales. Le vote **à l'unanimité du conseil municipal** qui plaçait notre ville, en juin 2003, hors de la zone où s'applique l'Accord Général sur la Commercialisation des Services (A.G.C.S), cheval de Troie de l'O.M.C, allait dans ce sens.

Mais aujourd'hui, bien au contraire, on assiste curieusement à une dépolitisation de la vie municipale, comme si la gestion de la ville pouvait s'affranchir de ce contexte de libéralisation de l'économie. Et la tendance est à l'ouverture vers la société civile… Alors que la politique locale pourrait être bien davantage connectée aux enjeux politiques nationaux et internationaux : comment éviter que les communes ne perdent toute marge de manœuvre budgétaire si elles doivent suppléer le désengagement de l'Etat à tous les échelons des politiques publiques (écoles, culture, santé…) ? Ceci n'est pas étonnant quand on pense que ni l'UMP, ni le Modem, ni le le PS, ni les Verts ne sont défavorables aux lourdes orientations libérales de l'O.M.C et de Bruxelles. Seul le PCF est antilibéral parmi les partis présents sur l'échiquier politique mézois en 2008.

Il n'y a donc pas de liste clairement antilibérale ou à forte connotation antilibérale que le Cual de Mèze aurait pu soutenir en tant que telle...

Aucune personnalité locale ne s'est non plus publiquement exprimée au sujet de la ratification du Traité de Lisbonne par le parlement, dans une ville où le **non** avait fait **plus de 69 %** lors du **referendum de 2005** sur le Traité Constitutionnel Européen (deux textes identiques rappelons-le…).

Là encore seul le PCF était opposé à cette ratification anti-démocratique…

La « Super Agglo » de Georges Freche

Toujours en matière de démocratie, le Cual essaie de mettre en avant, en cette période électorale cruciale, la nécessité d'un débat, d'une information en direction de la population et surtout d'un **référendum sur la « Super Agglo »** que Georges Frêche tente d'imposer aux Sétois, aux Montpelliérains et aux Mézois. Les changements qui seront induits par cette décision seront fondamentaux pour l'avenir de notre cité. Les citoyens, **qu'ils soient pour ou contre ce projet,** doivent donc être consultés.

Certains n'y voient que des avantages (médiathèque, piscine). Mais peut-on se montrer certain, aujourd'hui, que cette « relation » sera équitable ? Plus généralement, les décisions qui engagent l'avenir de Mèze doivent-elles être prises à Mèze par nos élus ou à Montpellier, loin des citoyens concernés ? Quelles garanties avons-nous à ce sujet ?

Toutes ces questions méritent d'être posées. Pourquoi ne le sont-elles pas ? Y aurait-il un consensus politique sur la question ? La décision de faire la « Super Agglo » sera-t-elle prise, comme pour la ratification du Traité de Lisbonne, sans que la population soit consultée ou puisse en débattre sérieusement ? Nous savons qu'une mutualisation des moyens dans un cadre intercommunal est indispensable. Mais l'engagement de Mèze dans un processus aussi important ne doit pas être décidé sans que chacun et chacune soit informé puis consulté.

Sur cette question, le CUAL de Mèze a une position claire : **nous demandons un référendum d'initiative locale sur l'appartenance de notre commune à la « Super Agglo »**… Nous organiserons alors des débats publics pour que les citoyens mézois puissent décider de leur avenir en disposant de tous les tenants et les aboutissants d'une telle décision.

QUELQUES PISTES POUR L'ENVIRONNEMENT

Logiques de marchés, libéralisation des échanges et mondialisation détruisent rapidement l'équilibre environnemental de notre planète. Revenir sur ces politiques ultra libérales que nous ne contrôlons plus est indispensable et possible ! **C'est ce qui lie intimement nos convictions antilibérales à nos préoccupations environnementales**.

Aujourd'hui, les marchés financiers ne savent répondre aux problèmes d'environnement dont ils sont la cause qu'en créant d'autres marchés (de la dépollution, de l'isolation, marché de la tonne de gaz carbonique rejetée et côtée en bourse en application du protocole de Kyoto).

Par ailleurs, l'idéologie de la croissance à tout prix mène droit dans le mur. Produire toujours plus est une ineptie totale. L'impact sur l'environnement est indéniable. Il faut intégrer davantage encore cette problématique vitale aux politiques locales. Il est urgent de prendre la mesure du problème. Et de réfléchir aux messages politiques démagogiques qui nous sont adressés. Travailler plus pour gagner plus … Pour quoi faire ? Pour consommer plus pour polluer plus ?? Pour en finir plus vite ??? N'aurions-nous nous pas plutôt besoin de plus de liens, de convivialité, plutôt que davantage de biens à consommer, dans une société qui se déshumanise de plus en plus et où la peur empoisonne les vies??

Prenons le problème à l'endroit. De quoi avons-nous réellement besoin pour vivre ? Nos envies matérielles sont-elles vraiment les nôtres ou celles que la société de consommation nous inculque à grand renfort de publicité ? Quelles sont les conséquences de la multiplication des 4x4 qui ne verront jamais les dunes et qui polluent les centre-villes ? Et celles du remplacement avant la fin de leur vie, des écrans cathodiques par des écrans plats à la durée de vie 4 fois inférieure, et dont la fabrication génère des pollutions considérables ? Faut-il une télévision par pièce dans la maison et un téléphone portable par personne ?

Bien évidemment, sur tous ces sujets, nul n'est au dessus du lot. Et il ne s'agit pas de retourner à la bougie. Mais de prendre conscience du fait que le monde dans lequel nous vivons est fragile, et que nous l'empruntons aux générations futures. Alors osons donc poser la question de la décroissance…